

## LA PROTESTA REPREND À EL-TARF La RN 84A fermée à la circulation

La population de la commune de Zerizer, touchée de plein fouet par la malvie et particulièrement le chômage, est sortie dans la matinée d'hier pour crier son désarroi.

En effet, les citoyens de Zerizer, de tous les âges, ont procédé à la fermeture de la RN°84A à l'entrée est du chef-lieu de la commune et ce, en usant de blocs de pierres et autres objets hétéroclites.

Les protestataires accusent l'ANEM de parti pris et de passe-droit dans l'octroi de postes d'emplois. Il est à signaler que la route fut rouverte à la circulation vers la mi-journée, suite à l'intervention de la gendarmerie.

Dans un autre registre, notons que la commune de Zerizer, qui était jadis championne dans la culture et la production de la tomate industrielle est devenue, ces dernières années, un réservoir de jeunes chômeurs après la fermeture de l'usine El Boustène, qui faisait dans la production du double concentré de tomate.

Par ailleurs, la RN44 a été fermée à la circulation par les jeunes de la localité d'El Kous, dans la commune d'Echatt. Les protestataires réclament du travail et une vie meilleure.

Daoud Allam

## EMPRISONNEMENT DES CADRES DE L'ANBT

# Un méga-projet au cœur du scandale

**Le directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) Nasreddine Benzerga a été placé sous mandat de dépôt, mardi, par le juge d'instruction près le tribunal de Aïn-Tedlès, dans la wilaya de Mostaganem. Cette mesure entre dans le cadre d'une information judiciaire sur le processus d'octroi de marchés dans la réalisation du méga-projet de transfert d'eau potable Mostaganem-Arzew-Oran (MAO).**

M. Benzerga a été auditionné puis placé sous mandat de dépôt mardi, par le juge d'instruction du tribunal de Aïn-Tedlès. Plusieurs cadres de l'ANBT, le responsable des transferts du barrage de Oued-Kheir, ainsi que le chef de projet d'une entreprise turque sont sous le coup d'une mesure similaire.

Par ailleurs, le magistrat instructeur a décidé de placer sous contrôle judiciaire certains des employés de cet organisme, qui dépend du ministère des Ressources en eau. Selon certaines informations, ces mesures entrent dans le cadre de l'ouverture d'informations judiciaires au sujet de la réalisation du méga-

projet de transfert d'eau potable Mostaganem-Arzew-Oran (MAO). Les investigations préliminaires ont confirmé l'existence de fraudes dans le processus de passation de marché au bénéfice de certaines entreprises.

Cette affaire pourrait prendre un envergure plus importante puisque le juge d'instruction près le tribunal de Aïn-Tedlès aurait ordonné des investigations plus poussées, ainsi qu'une série d'expertises.

Lancé en 2007, le méga-projet Mostaganem-Arzew-Oran vise à sécuriser en eau potable ces trois agglomérations de l'Ouest du pays. Le premier lot du projet porte sur l'adduction des



Photo : DR.

eaux à partir de oued Cheliff pour les transférer ensuite vers une première station de traitement à Sidi-Laâdjel. Le deuxième lot concerne la réalisation du barrage de Kerrada, un ouvrage hydraulique d'une capacité de 50 millions de mètres cubes qui relie Oran sur une distance de 10 km.

Le troisième lot consiste en la réalisation d'une station de décantation des eaux d'une capacité de 550

millions de m3/an. La quatrième partie du projet porte sur le pompage des eaux à travers le couloir Mostaganem-Arzew jusqu'à la localité de Hassi-Ben-Yebka (Oran), sur une distance de 90 km. Rappelons que la réalisation du MAO a été confiée à des consortiums allemands et turcs pour une enveloppe financière de plus de 15 milliards de dollars.

A. B.

## AFFAIRE DIGIMEX—BADR

# Le procès renvoyé à février prochain

**Programmé pour la journée d'hier au niveau de la cour d'Alger, après cassation auprès de la Cour suprême, le procès de l'affaire Digimex a été reporté au 2 février prochain. Cette décision, prise par le président du tribunal, fait suite à la demande exprimée par la défense.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)**

- Lors du premier procès en appel qui a eu lieu en 2006, de lourdes peines ont été prononcées à l'encontre de plusieurs cadres de la banque et l'ex-Pdg de l'entreprise privée Digimex. Les faits de cette affaire remontent au début de l'année 2000, soit entre 2002 et 2005, années où 12 560 milliards

ont été «détournés» suite à des opérations financières illégales au profit du groupe Digimex, qui compte plusieurs entreprises spécialisées dans les matériaux de construction.

L'opération a été découverte après une enquête effectuée par une commission chargée par l'administration de la banque de vérifier des informations qui lui sont parvenues faisant état de manœuvres frauduleuses.

Ainsi, selon l'accusation, des crédits ont été demandés par l'entreprise Digimex pour, vraisemblablement, financer des opérations d'importation qui, après enquête, se sont avérées fictives.

Ces opérations d'importation avaient été enregistrées aux noms de sociétés écrans. Une expertise demandée par le tribunal correction-

nel de Bir-Mourad-Raïs a fait ressortir que 1 100 milliards de centimes avaient été ainsi dilapidés de cette agence bancaire.

Environ une trentaine de personnes, dont des responsables de la BADR avait été arrêtées dans le cadre de cette affaire.

Nombre d'entre eux, dont le patron de Digimex, avaient été mis en détention préventive. D'autres, dont un ex-Pdg de la BADR, avaient été mis sous contrôle judiciaire. Des biens immobiliers appartenant à Digimex avaient été saisis par la justice.

L'entreprise en question avait mis en vente un certain nombre de biens. Mais la direction générale de la BADR s'était opposée à cette vente, et ce «tant que le litige existe».

A. B.

## DELLYS

# Un homme s'est immolé par le feu

**Un homme âgé de 30 ans, Dendine Karim, chômeur, s'est immolé par le feu en face du siège de l'APC de Dellys, à 70 km à l'est de la wilaya de Boumerdès. Le drame s'est produit mardi en début de soirée.**

La victime est originaire et habite avec sa famille le village de Thala Ayache dans la commune d'Alger, dans la commune d'Alger, dans un établissement pour grands brûlés.

Il a été brûlé, selon nos informations, au troisième

degré. Après avoir été admis à l'hôpital de Dellys, le malheureux a été évacué vers Douéra, dans la wilaya d'Alger, dans un établissement pour grands brûlés.

Selon plusieurs personnes que nous avons

questionnées, dont le P/APC d'Alger, Karim, qui est pris en charge par sa famille, souffre par intermittence, et ce depuis 2004, de troubles psychiques.

A l'heure actuelle, ses proches ignorent les raisons qui l'ont poussé à cet ultime acte de désespoir. C'est malheureusement le second cas d'immolation depuis les dernières

émeutes dans la wilaya de Boumerdès. On s'en souvient, le 12 de ce mois, un homme d'une quarantaine d'années, fonctionnaire dans l'administration de la daïra de Bordj-Menaïel, non satisfait de la répartition des logements sociaux, s'est immolé par le feu à l'intérieur du siège de la daïra qui l'emploie

Abachi L.



### Suite de la page 01

Le livre — sur lequel l'auteur a travaillé quatre ans et pour lequel il a voyagé une dizaine de fois au Proche-Orient — est basé sur des entretiens exclusifs avec des témoins historiques et sur des centaines de pages de documents obtenus de source palestinienne, notamment les archives complètes des comptes secrets contrôlés par Arafat à Genève.

Le livre comporte des passages relatifs à l'Algérie. Ainsi, le livre révèle que l'arrivée des Egyptiens fut étroitement liée au conflit israélo-palestinien. Cherchant un refuge pour ses fonds éjectés de Genève suite à la seconde Intifadha, Arafat parie, en 2001, sur un opérateur mobile en difficulté, Orascom, injectant l'argent nécessaire pour gagner la licence de Djazzy.

L'opération provoque un tollé chez les Israéliens, qui croient les fonds destinés au terrorisme. Mais lorsque les Palestiniens sortent de Djazzy et de la filiale tunisienne d'Orascom, ils engrangent le plus gros profit de leur histoire — plus de 150 millions de dollars. Autre connexion algérienne. Quand Arafat vient symboliquement déclarer à Alger la création de l'Etat palestinien en 1988, son conseiller, Nabil Shaath, arrive avec une proposition juteuse portant sur une usine oranaise d'ordinateurs implantée à Oran et ciblant le monde arabe. L'OLP y engouffrera 2 millions de dollars avant d'abandonner le projet, alors que l'Algérie entre dans une crise économique et politique qui précédera les années noires.

(Correspondance particulière)